



HAL
open science

Les conflits gelés et/ou non résolus sont-ils insolubles ? Les cas du Karabakh et de l'Abkhazie

Aude Merlin

► **To cite this version:**

Aude Merlin. Les conflits gelés et/ou non résolus sont-ils insolubles ? Les cas du Karabakh et de l'Abkhazie. Les Études du CERI, 2017, 228-229, pp.32 - 37. hal-03471902

HAL Id: hal-03471902

<https://sciencespo.hal.science/hal-03471902>

Submitted on 9 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conflits « gelés » et/ou non résolus sont-ils insolubles ?

Les cas du Karabakh et de l'Abkhazie

par Aude Merlin

En avril 2016, la guerre dite « des quatre jours » qui a éclaté au Karabakh et à la frontière arméno-azerbaïdjanaise est venue rappeler à quel point le conflit entre Azéris et Arméniens, que d'aucuns définissaient comme « gelé », ne l'était pas. Cette guerre-éclair, qui aurait fait près de trois cents victimes¹, souligne la situation d'instabilité et de « ni guerre, ni paix » qui prévaut depuis le cessez-le-feu de 1994 : entre cette date et 2016, les victimes se sont comptées en milliers.

En 2016 toujours, le 16 novembre, le Conseil de la Fédération de Russie a ratifié l'accord sur la mise en place d'un contingent armé commun avec l'Abkhazie, suite à la signature en novembre 2014 d'un accord de partenariat stratégique russo-abkhaze.

Ces deux événements témoignent, en miroir, de situations très différentes : le conflit semble pouvoir s'embraser à tout moment au Karabakh, tandis qu'il paraît « figé » en Abkhazie, du fait du rapport de forces militaires et de l'insertion de l'Abkhazie dans l'espace sécuritaire russe après la reconnaissance par la Russie en 2008 de son indépendance. Ces deux conflits dits « gelés » trouvent leurs ressorts, comme ceux d'Ossétie du Sud et de Transnistrie, dans la double conjonction d'une histoire spécifique de la construction ethnoterritoriale à l'époque soviétique, et des tentatives de la Russie postsoviétique de rétablir une influence sur ses voisins de l'« étranger proche », en jouant opportunément sur les séparatismes internes aux nouveaux Etats indépendants. En Géorgie, le conflit abkhaze a été précédé du conflit sud-ossète, selon un scénario tout à fait voisin², et Tskhinvali appartient également aujourd'hui à l'espace de sécurité russe, séparé de la Géorgie par des barbelés. En Moldavie, la Transnistrie, bande territoriale peuplée d'une majorité de Russes et d'Ukrainiens, échappe au pouvoir de Kichinev depuis le conflit de l'été 1992, et continue d'héberger la 14^e armée russe³.

De la politique soviétique des nationalités à l'éclatement des conflits

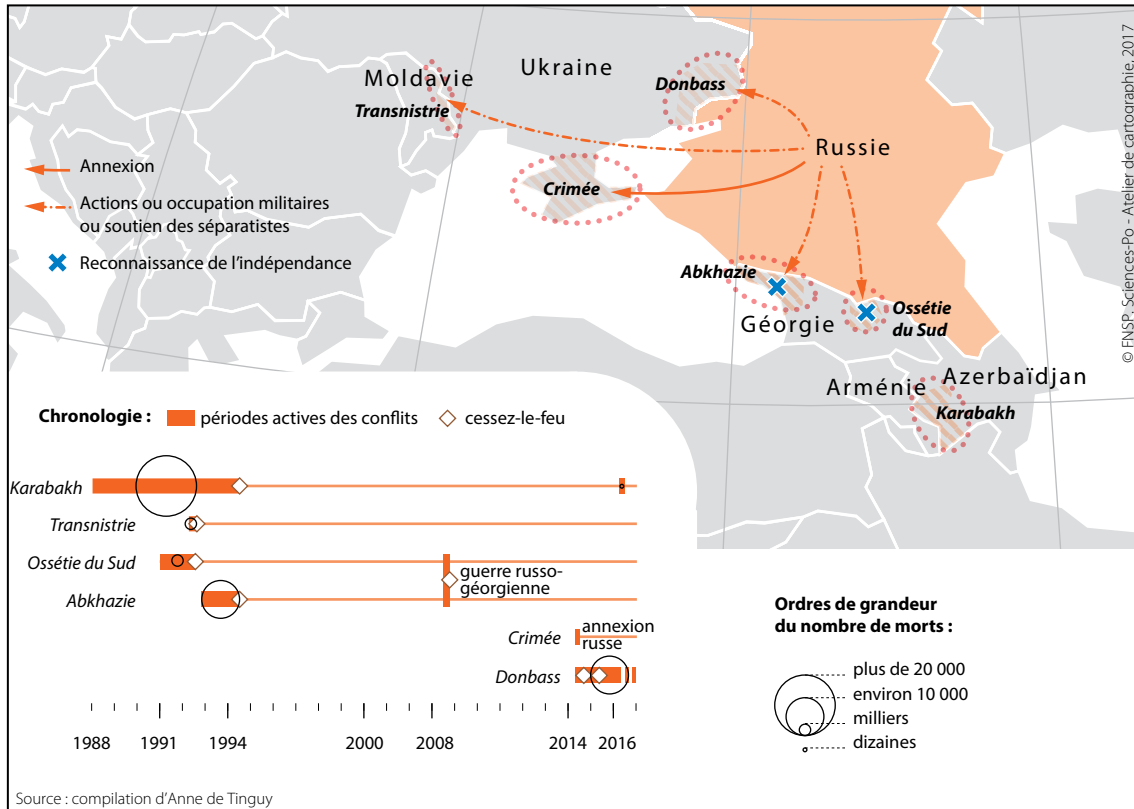
Les causes de ces conflits qui ont éclaté à la fin des années 1980 et au début des années 1990 se recoupent largement. La politique soviétique des nationalités et la logique d'emboîtement des territoires dits « autonomes » au sein de Républiques de l'Union

¹ Les estimations sont diverses. Côté arménien, on parle d'une centaine de morts. Côté azerbaïdjanais, les chiffres varient, mais semblent selon les sources d'au moins deux cents, voire plus.

² T. Gordadzé, « L'Empire contre l'Etat-nation. L'Ossétie du Sud au cœur du conflit russo-géorgien (1922-2008) », in A. Merlin, S. Serrano (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2010 (http://digistore.bib.ulb.ac.be/2012/i9782800414904_000_f.pdf).

³ Voir notamment S. Fischer (dir.), « Not frozen ! The unresolved conflicts over Transnistria, Abkhazia, South Ossetia and Nagorno-Kabarakh in light of the crisis over Ukraine », *SWP Research Paper*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin, septembre 2016 (https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/research_papers/2016RP09_fhs.pdf).

Conflits dits gelés et/ou non résolus dans « l'étranger proche » de la Russie



contenaient les germes des revendications nationales qui se sont exprimées dès que la perestroïka a été amorcée. Les élites et les populations d'Abkhazie et du Karabakh ont tenté, à l'instar de celles de Géorgie et d'Azerbaïdjan, de saisir cette opportunité, proclamant leur souveraineté respective, et ces mobilisations croisées sont rapidement entrées en opposition. Traumatismes passés et ressentiments historiques sont venus à l'appui des revendications : dans le cas abkhaze, la politique de « géorgianisation » démographique et linguistique menée à partir des années 1940 a été largement invoquée, reléguant au second plan l'évocation de la conquête tsariste au XIX^e siècle et ses conséquences pour le peuple abkhaze. Dans le cas du Karabakh, l'intégration de cette entité autonome au sein de l'Azerbaïdjan en 1921, suivie d'une politique de peuplement azéri, n'a jamais été acceptée et a donné lieu à la revendication du rattachement à l'Arménie à partir de 1988. Dans les deux cas, les mobilisations ont pris un tour très communautaire, clivant les peuples.

C'est ainsi que, sur fond d'épisodes d'une grande violence, le « vivre ensemble » est devenu très difficile, voire impensable, l'approche « ethnicisante » de l'autre transformant des voisins en ennemis dans de très nombreux cas, sous l'œil de Moscou qui jouait, à travers sa politique du *divide et impare*, un rôle tantôt de pyromane, tantôt de pompier. L'ambiguïté de Moscou – qu'il s'agisse de l'intervention soviétique aux côtés de

l'Azerbaïdjan dans le cadre de l'opération Anneau⁴ en 1991, puis du soutien russe postsoviétique aux forces arméniennes, et aux séparatistes abkhazes – a eu des conséquences décisives sur l'issue militaire des conflits, tout en lui garantissant une place centrale dans le jeu. En témoignent son rôle dans les négociations de cessez-le-feu ou la mise en place de forces russes de maintien de la paix en Abkhazie, restées sur place et renforcées après 2008 dans le cadre du partenariat « interétatique ». En outre, les Etats géorgien, azerbaïdjanais, moldave, qui n'envisageaient pas d'intégrer la CEI* de prime abord, y ont adhéré en 1993, au vu du rapport de forces qui leur était défavorable, incarné par l'issue militaire des conflits séparatistes.

Des conflits non éteints, des négociations bloquées

Les conséquences de ces conflits ont été lourdes et multiples. Aux pertes humaines – près de 20 000 morts pour le conflit du Karabakh, environ 8 000 pour l'Abkhazie – se sont ajoutés les flux massifs de réfugiés et de déplacés. 724 000 Azéris ont été contraints de quitter le Karabakh et les territoires adjacents occupés par les forces arméniennes. Plus de 250 000 Géorgiens ont dû fuir l'Abkhazie pour se réfugier dans d'autres régions de Géorgie. 413 000 Arméniens ont dû quitter l'Azerbaïdjan. Une monoethnicisation des territoires est donc à l'œuvre.

Ces conflits sont souvent définis comme asymétriques, dans la mesure où ils opposent, après 1991, deux protagonistes de statuts non égaux : une entité non reconnue internationalement et un Etat « officiel ». En outre, dans les deux cas, l'issue militaire, en faveur des forces séparatistes, influe sur les modalités de négociation des cessez-le-feu et produit des effets politiques à long terme. Sur le plan territorial, les forces arméniennes, depuis leur victoire militaire, contrôlent la quasi-totalité du territoire qui était celui de l'entité autonome du Karabakh (92 %), mais aussi, en partie ou totalement, sept districts adjacents situés sur le territoire azerbaïdjanais. Dans le cas de l'Abkhazie, la totalité de l'ancienne entité autonome est sous le contrôle de Soukhoumi, qui a pris la vallée de Kodori pendant la guerre d'août 2008.

Ces victoires militaires abkhaze et arménienne procèdent d'une combinaison de facteurs alliant forte détermination des combattants, aides extérieures parfois décisives⁵, fragilité des nouvelles armées azerbaïdjanaise et géorgienne. Elles sont vécues par les populations des entités séparatistes comme l'incarnation d'une libération nationale devant faire l'objet d'une vigilance d'autant plus grande que les cessez-le-feu n'ont pas été suivis d'accords de paix. Alors que Soukhoumi et Stepanakert refusent de se soumettre à l'ordre politique de Tbilissi et Bakou, ces dernières réaffirment à chaque occasion la violation du droit

⁴ L'opération Anneau est une intervention militaire conjointement menée par les forces soviétiques et des OMON azerbaïdjanaise au Karabakh, qui vise à vider de leurs habitants les villages arméniens du district de Chaoumian, et tente de désarmer les combattants arméniens. Elle marque le passage à un conflit armé de grande ampleur. Voir T. Papazian, *L'Arménie à l'épreuve du feu. Forger l'Etat à travers la guerre*, Paris, Karthala, 2016.

⁵ Voir notamment S. Serrano, *Géorgie, sortie d'empire*, Paris, CNRS Editions, 2007, pp. 108-113.

international que serait une reconnaissance des entités sécessionnistes, en appelant au principe de souveraineté de leur Etat dans les frontières reconnues par la communauté internationale. Ces conflits se trouvent ainsi marqués par un antagonisme de principes : l'intégrité territoriale des Etats reconnus par la communauté internationale d'une part, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes de l'autre.

Le blocage est donc massif : des Etats, *de facto* autoproclamés sur fond d'un *statu quo* territorial et politique, arborent emblèmes, drapeaux nationaux, armoiries et mettent en place Constitutions, référendums, élections internes, dessinant ainsi les contours d'une vie politique qui se développe en dehors de toute reconnaissance internationale. La glorification de la victoire militaire et de la rhétorique indépendantiste est un élixir puissant qui maintient les sociétés abkhaze et karabakhtsies en état d'alerte.

Si les négociations de 1994, menées sous médiation russe⁶, ont contribué à faire taire la violence, elles n'ont pas mis fin au conflit du Karabakh, ni empêché que des violences sporadiques secouent l'Abkhazie à plusieurs reprises entre 1994 et 2008. La méthode, comme l'objectif à atteindre, sont sources de paralysie. Dans le cas du Karabakh, à la proposition de l'OSCE* en 1996 (respect de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, et en son sein autonomie maximale pour le Karabakh) refusée par l'Arménie, ont succédé en 1997 celle de la « résolution globale », privilégiée par l'Arménie mais repoussée par les autorités du Karabakh, et la même année celle de la méthode « par étapes », ayant les faveurs de l'Azerbaïdjan, qui prévoyait de régler une série de conditions – retrait des forces arméniennes des territoires limitrophes à l'exception de la province de Latchine, retour des déplacés, levée des embargos économiques – avant d'aborder la question du statut final⁷. Ces exemples montrent bien les lieux de blocage, que l'on retrouve dans le cas de l'impasse géorgiano-abkhaze⁸ : la question du retour des personnes déplacées et/ou de l'intégrité territoriale est posée comme préalable par les Etats, tandis que celle du statut est brandie par les autorités séparatistes. Dans le cas du Karabakh, les « principes de base » de Madrid émis en 2007 par l'OSCE ont tenté de transcender l'opposition entre méthode globale et méthode par étapes, mais sans succès. La reconnaissance par la Russie de l'indépendance abkhaze en 2008 a quant à elle figé une situation qui, si elle suscite parfois des méfiances au sein des élites abkhazes vis-à-vis de Moscou, obère toute négociation ultérieure. Le différend politique est sclérosé en un *statu quo* matérialisé par la présence de 5 000 militaires russes et la construction de nouvelles infrastructures militaires russes ou conjointes russo-abkhazes⁹.

⁶ A. de Tinguy, « La Russie en Transcaucasie : chef d'orchestre ou médiateur ? » in M.-R. Djalili (dir.), *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, Bruylant, Bruxelles, 1995, pp. 145-168.

⁷ T. Huseynov, « Haut-Karabagh : nouveaux paradigmes pour la paix et le développement », in A. Merlin, S. Serrano (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, *op. cit.*

⁸ Sur l'historique des négociations, voir C. Francis, *Conflict Resolution and Status. The Case of Georgia and Abkhazia* (1989-2008), Anvers, VUBPress (http://abkhazworld.com/aw/Pdf/Conflict_Resolution_and_Status_Publication_version_2011.pdf).

⁹ Observations de terrain, Abkhazie, novembre 2013, janvier 2015.

Le *statu quo* : ressource (géo)politique, économique, militaire et symbolique

Qu'il s'agisse de l'Abkhazie ou du Karabakh, ONG* et *think tanks* répètent qu'une résolution des conflits est très improbable à court et moyen terme, et que la voie qui reste est celle d'une « transformation » des conflits via la restauration, hypothétique, de la confiance entre les sociétés. La guerre d'avril 2016, stoppée dans sa phase aiguë par une médiation russe, n'en a pas moins rappelé l'ambiguïté du Kremlin qui a massivement livré des armes à l'Azerbaïdjan – l'équivalent de 3 milliards de dollars d'équipement ont été acquis en 2015, soit une augmentation de 165 % des investissements militaires par rapport à 2006¹⁰ – tout en maintenant l'Arménie dans son giron sécuritaire.

Le champ géopolitique caucasien peut se décomposer en plusieurs cercles concentriques. Les visions post-guerre froide qui ont présidé à la lecture d'un Caucase repositionné sur le marché des influences après l'effondrement de l'URSS, ont un temps privilégié une lecture dessinant une « croix caucasienne », qui opposait un axe Washington-Ankara-Tbilissi-Bakou à un axe Moscou-Erevan-Téhéran. Elles font état d'une géopolitique têtue : la guerre russo-géorgienne et la reconnaissance par Moscou de l'indépendance abkhaze ont ainsi pu être analysées comme la mise en œuvre du projet russe d'empêcher toute accession de la Géorgie à l'OTAN*¹¹. Le tropisme sécuritaire adopté, de gré ou de force, par l'Arménie dans le sillage de Moscou, témoigne d'une dépendance accrue d'Erevan et, partant, de Stepanakert vis-à-vis de la Russie. Simultanément, les relations russo-azerbaïdjanaises ne sont pas en reste, comme l'a montré l'achat massif d'armes russes par Bakou, utilisées en grande quantité durant la guerre d'avril, et la lenteur dont a fait preuve Moscou pour tenter de protéger son affidé arménien. Les rancœurs vis-à-vis de la Russie se sont exprimées à Erevan, sans que ni l'Arménie ni le Karabakh ne puissent pour autant envisager une quelconque alternative en terme de patronage sécuritaire, face à l'indéfectible soutien d'Ankara à Bakou. Le *statu quo* offre donc la possibilité aux puissances régionales environnantes d'exercer des pressions sur leurs protégés locaux et de préserver des débouchés économiques, pour leur industrie militaire notamment.

A un autre niveau, il fournit une ressource politique. Certains observateurs ont souligné le caractère opportun de la reprise des hostilités en avril 2016 pour Bakou, qui était confronté à une baisse des prix des hydrocarbures sur le marché mondial et à des mouvements sociaux¹² : la reprise de deux morceaux de territoire en avril 2016, certes petits, s'est inscrite dans une rhétorique patriotique de revanche par rapport à 1994 et au *statu quo* qui perdure depuis.

¹⁰ International Crisis Group, « Nagorno-Karabakh : new opening, or more peril ? », *Europe Report*, n° 239, 4 juillet 2016 (<https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/caucasus/azerbaijan/nagorno-karabakh-new-opening-or-more-peril>).

¹¹ L'annexion de la Crimée en mars 2014 s'inscrit dans la même dynamique : affaiblir Kiev et empêcher, opportunément, une éventuelle accession de l'Ukraine à l'OTAN, tout en envoyant un message politique fort à la société civile et à l'opposition politique russes.

¹² T. de Waal, « Azerbaijan at twenty-five : A new era of change and turbulence », 23 septembre 2016 (<http://carnegieeurope.eu/2016/09/23/azerbaijan-at-twenty-five-new-era-of-change-and-turbulence-pub-64671>).

Conclusion

Vingt-cinq ans après l'effondrement de l'URSS, l'espace postsoviétique est toujours travaillé par des conflits dits gelés dans les Etats immédiatement voisins de la Russie. Cette dernière est parvenue à obtenir un regain d'influence sur ceux de ses voisins tentés par un tropisme occidental et/ou une émancipation vis-à-vis de sa tutelle. En même temps, ces conflits ont une réalité sociale, économique et politique au niveau local, où se déploient des logiques endogènes qui font de chacun un cas singulier. Ils invitent à réinterroger les dynamiques sociales, le degré d'aliénation entre les peuples concernés, et les effets produits sur le long terme par des conflits non réglés, qu'il s'agisse de l'économie ou du rapport des élites à leur société respective. Ils soulignent aussi l'incapacité des acteurs extérieurs comme l'Union européenne à influencer sur leur résolution, et renvoient invariablement à une analyse de l'histoire soviétique et de ses conséquences, à commencer par le rôle de Moscou et la façon dont les élites russes perçoivent la clé de l'influence de leur pays dans ce qu'on appelle, depuis 1992, « l'étranger proche ».